



Conseil économique et social

Distr. générale
18 février 2015
Français
Original : anglais

Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2015

New York, 26 janvier-4 février et 6 et 13 février 2015

Résumé

À sa session ordinaire de 2015 tenue du 26 janvier au 4 février et les 6 et 13 février 2015, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 330 demandes d'admission au statut consultatif, dont 153 demandes dont il avait reporté l'examen lors de ses sessions précédentes. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 124 des organisations ayant présenté une demande, reporté l'examen de 176 demandes à la reprise de sa session en 2015 et clos sans préjudice l'examen des demandes de 29 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Il a également pris acte du retrait par une organisation de sa demande d'admission. Le Comité était par ailleurs saisi de cinq demandes de reclassement, dont deux ont reçu son aval. Il a examiné 10 demandes de changement de nom et pris acte de 5 d'entre elles. Il était également saisi de 210 rapports quadriennaux et a pris note de 172 d'entre eux. Il a aussi pris note de la demande de deux organisations non gouvernementales qui souhaitaient ne plus être dotées du statut consultatif. Le Comité a entendu les représentants de 18 des 39 organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient trois projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est appelé à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'accorder le statut consultatif à 124 organisations non gouvernementales;



b) De reclasser deux organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif;

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de cinq organisations non gouvernementales;

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 172 organisations non gouvernementales;

e) De clore sans préjudice l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 29 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives;

f) De prendre acte du retrait par une organisation non gouvernementale de sa demande.

Par le projet de décision II, le Conseil économique et social prendrait note de la demande d'une organisation non gouvernementale qui souhaitait ne plus être dotée du statut consultatif.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention	4
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption	4
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales.....	4
Projet de décision II	
Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales	15
Projet de décision III	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2015	15
II. Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	15
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	16
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement.....	22
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	29
A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté lors de la reprise de la session du Comité	29
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.....	30
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	31
V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant notamment du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil	32
VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	32
VII. Organisation de la session	32
A. Ouverture et durée de la session	32
B. Participation	33
C. Élection du Bureau	33
D. Ordre du jour.....	33
VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2015.....	34

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'octroyer le statut consultatif aux 124 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

Africa 21

African Relief in Action

African Rights Initiative International

African-British Returnees International

AGE Platform Europe

Aid for Trade Logistics

Alliance for Nuclear Accountability

Arab Forum for Environment and Development

Asociación de Técnicos Superiores y Peritos Judiciales de Andalucía

Asociación para la Promoción de la Libertad y el Desarrollo Sostenible

Assemblée mondiale de la jeunesse

Association « Paix » pour la lutte contre la contrainte et l'injustice

Association pour l'éducation, la santé et la promotion des femmes et des enfants au Cameroun

Association pour la défense des droits de développement durable et du bien-être familial

Beirut Institute

Boy With a Ball Ministries

Campaign for Human Rights and Development Sierra Leone

Canadian Pugwash Group

Canterbury Business Association

Center for Religion and Diplomacy

Centre d'encadrement et de développement des anciens combattants
Centre européen de recherche et de prospective politique
Centre for Community Regeneration and Development
China Society of Administrative Reform
Citizens United to Promote Peace and Democracy in Liberia
Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos
Count of Monte Alea Foundation
Dacia Revival International Society
Deaf Aid
Development Action for Women Network
« Dialogue of Cultures – United World » International Public Charity Fund
Dóchas: The Irish Association of Non-Governmental Development Organisations
Equal Rights Trust
Ethiopian Social Assistance Committee
Europäischer Interessenverband Handel-Gewerbe-Industrie
European Health Psychology Society
Fondation Al-Fidaa
Fondation Crisálida
Fondation Luz María
Fondation Roshd
Fondation Tronie
Fondation Zamani
Fonds Tara
Foreign Mission Board of the National Baptist Convention of the United States of America
Founders Development Organization Badin
Freedom from Hunger
Friendship Ambassadors Foundation
Fundación Centro Latinoamericano de Derechos Humanos
Ganja Agribusiness Association
Global Forum on Human Settlements
Global Network for Rights and Development
Global New Car Assessment Programme

Good Helpers

Groupe d'action pour la promotion socioculturelle et l'alphabétisation :
nouvelle énergie

Groupement romand d'études des addictions

Hazrat Javad-al-Aemeh Cultural Charity Institute

Health and Humanitarian Aid Foundation

Help4help

Horn of Africa Voluntary Youth Committee

Institut Viridis

Institute of Development Studies

International Brain Education Association Foundation

International Coalition to Ban Uranium Weapons

International Development Information Organization-DevNet

International Geothermal Association

International Higher Education Teaching and Learning Association

International Islamic Youth League

International Thai Foundation

International Volunteer Organization for Women, Education and Development

Islamic Chamber Research and Information Center

Islamic Research and Information Artistic and Cultural Institute

Kawish Resource Center

Kids Included Together

Kiyana Karaj Group

Korea Green Foundation

Korean Association for Supporting the Sustainable Development Goals

Korean Bar Association

League of Persons with Disabilities

Ligue marocaine de la citoyenneté et des droits de l'homme

Mayama

Metro Toronto Chinese and Southeast Asian Legal Clinic

Mongolian Family Welfare Association

Mouvement international des faucons – Internationale socialiste d'éducation

Mouvement national des jeunes patriotes du Mali

NABU – Knowledge Transfer Beyond Boundaries

National Organization for Marriage Education Fund
National Shooting Sports Foundation
New Progressive Alliance
Nigerian Network of Women Exporters of Services
Non-profit Non-Governmental Expert Society on Space Threat Defense
Northern Citizen Community Board
Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie
Organization for Research and Community Development
Peivande Gole Narges Organization
Peramangk Heritage Association
Rare
Réseau des plateformes d'organisations non gouvernementales d'Afrique de l'Ouest et du Centre
Reyhaneh Nabi Art and Cultural Center
Sahkar Social Welfare Association
Sam Kader Memorial Fund
Samdong International Association
Samoa Umbrella for Non-Governmental Organization
Schools without Borders
Shia Rights Watch
Sindh Community Foundation
Skyian Welfare Organization
Society for Recovery Support
Society of Collective Interests Orientation
Solidarité Suisse-Guinée
Sonke Gender Justice Network
Support Humanity Organization
Trennungsväter
United Deeds (Actions concertées)
Universidad Interamericana de Puerto Rico
Users and Survivors of Psychiatry in Kenya
Villages unis (United Villages)
Visión para el Desarrollo
Washington and Lee University

Well-Being Foundation

Women Support Center

Women's Empowerment Group

World Association for al-Azhar Graduates

World Togolese Foundation

Zimbabwe Women Resources Centre and Network

b) De reclasser les deux organisations non gouvernementales suivantes, qui avaient le statut consultatif spécial, pour leur octroyer le statut consultatif général :

Convention of Independent Financial Advisors

International Health Awareness Network

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des cinq organisations non gouvernementales suivantes :

Americans for UNFPA (statut consultatif spécial, 2002) en Friends of UNFPA

Berlin Civil Society Center (statut consultatif spécial, 2014) en International Civil Society Centre: convening capacity-building research

Family Planning Association of the Islamic Republic of Iran (statut consultatif spécial, 2010) en Family Health Association of Iran

International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary (statut consultatif spécial, 2000) en International Presentation Association

World Forum on the Future of Sport Shooting Activities (Liste, 2002) en World Forum on Shooting Activities

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 172 organisations non gouvernementales ci-après¹ :

Action aides aux familles démunies

Action mondiale des parlementaires

Africa Centre for Citizens Orientation

Afro Centre for Development Peace and Justice

Alliance coopérative internationale

Alliance Defending Freedom

Americans for UNFPA

Anti-Slavery International

Argentine Society of Pediatrics

Asian Institute of Transport Development

¹ Les rapports concernent la période 2010-2013, à l'exception de sept d'entre eux, qui portent sur la période 2009-2012, et d'un huitième, qui porte sur la période 2008-2011, comme indiqué entre parenthèses.

Asian Legal Resource Centre
Asociación Civil Consorcio Desarrollo y Justicia
Asociación de Antiguas Alumnas del Colegio Madres Irlandesas (2009-2012)
Assemblée des Premières Nations – Fraternité des Indiens du Canada
Associação Brasileira de Gays, Lésbicas e Transgeneros (2009-2012)
Associação de Mulheres contra a Violencia
Association apprentissage sans frontières
Association for Aid and Relief (Japan)
Association internationale des droits de l'enfant en difficulté et dans la souffrance
Association internationale des Lions Clubs
Association of Medical Doctors of Asia
Association pour la formation et l'insertion sociale de l'adolescent et de la femme
Association psychanalytique internationale
Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII
Ayande Roshan Nokhbegan Foundation
Azerbaijan Women and Development Center
Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights
Bangladesh NGOs Network for Radio and Communication
Brahma Kumaris World Spiritual University
Brazilian Foundation of America
Buddhist Tzu Chi Foundation
Cause première
Center for Policy Studies
Center for Public Health
Centre de recherche en droit international de l'environnement
Centre Europe – Tiers Monde
Centre féminin pour la promotion du développement
Child Care Consortium
China International Council for the Promotion of Multinational Corporations
China Society for Human Rights Studies
Chinese People's Association for Peace and Disarmament
Chinese Young Volunteers Association

Collectif sénégalais des Africaines pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement

Comité catholique contre la faim et pour le développement

Comité national d'action pour les droits de l'enfant et de la femme

Commonwealth Human Ecology Council

Cooperation and Participation in Overseas NGOs

Dominican Leadership Conference

Dones per la Llibertat i Democràcia

Drug Free America Foundation

Eastern Regional Organization for Public Administration

Eastern Sudan Women Development Organization

Egyptian Association for Educational Resources

Egyptian Council for Foreign Affairs

Environmental Camps for Conservation Awareness

Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria

Families of Victims of Involuntary Disappearance

Family Africa

Family Planning Association of the Islamic Republic of Iran

Family Research Council

Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

Federation of National Representations of the Experiment in International Living

Fondation Al-Khoei

Fondation Chantal Biya

Fondation Eudes

Fondation généreuse développement

Fondation Suisse Maroc pour le développement durable

Free World Foundation

Friends World Committee for Consultation

Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer

General Arab Women Federation (2009-2012)

General Confederation of Trade Unions

Génération recherche action et formation pour l'environnement

Global Afrikan Congress

Global Alliance against Traffic in Women
Greenpeace International
Hawa Society for Women
Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries
IFENDU for Women's Development
Il Cenacolo
Imam Ali's Popular Students Relief Society
Imam Al-Sadr Foundation
Imamia Medics International
Ingénieurs du monde
International Association for Women's Mental Health
International Confederation of Childhood Cancer Parent Organizations
International Council of Chemical Associations
International Council of Management Consulting Institutes (2009-2012)
International Council of Societies of Industrial Design
International Council on Jewish Social and Welfare Services
International Federation of Family Associations of Missing Persons from Armed Conflicts
International Federation of Non-Governmental Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse (2009–2012)
International Federation of Settlements and Neighbourhood Centres
International Federation of Training and Development Organizations
International First Aid Society
International Gay and Lesbian Human Rights Commission
International Health Awareness Network
International Higher Education Academy of Sciences
International Investment Centre
International La Strada Association
International Network for Sustainable Energy
International Relations Students' Association of McGill University
International Society of Doctors for the Environment
International Women's Year Liaison Group
Internationale de l'éducation
Internationale des résistants à la guerre (2009–2012)

Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope »

Intersos Humanitarian Aid Organization

ISIS: Women's International Cross-Cultural Exchange

Israel Women's Network

Italian Association for Aid to Children

Jesuit Refugee Service

José Martí Cultural Society

Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture

Kitakyushu Forum on Asian Women

Kongres Wanita Indonesia

Korea Freedom Federation

Korea International Volunteer Organization

Korean National Council of Women

Leonard Cheshire Disability

Liberians United to Expose Hidden Weapons

Maasai Aid Association

Maryknoll Fathers and Brothers

Maryknoll Sisters of St. Dominic

Mennonite Central Committee

Miracle Corners of the World

Movimento Italiano Casalinghe

Mujer para la Mujer

National Association of Vocational Education of China

National Federation of International Immigrant Women Associations

National Rehabilitation and Development Centre

Netherlands Centre for Indigenous Peoples

Network « Earth Village »

Network of Women's Non-Governmental Organizations in the Islamic Republic of Iran (2009-2012)

New South Wales Aboriginal Land Council

Organization for Defending Victims of Violence

Organization for the Solidarity of the Peoples of Asia, Africa and Latin America

Oxfam International

Pacific Women's Watch (New Zealand)
Pew Environment Group
Physicians for Social Responsibility
Plan Sweden
Playdoo (Côte d'Ivoire)
Presbyterian Church (USA)
Presse emblème campagne
Rainforest Foundation
Real Women of Canada
Relief International (2008-2011)
Réseau juridique canadien VIH/sida
Rissho Kosei-kai
Saint Petersburg Institute of Bioregulation and Gerontology of the North-Western Branch of the Russian Academy of Medical Sciences
Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha
School Sisters of Notre Dame
Secours populaire français
Secure World Foundation
Shirley Ann Sullivan Educational Foundation
Sisters of Mercy of the Americas
Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem
Teresian Association
To Love Children Educational Foundation International
Traditions pour demain
UNESCO Association of Guwahati
Unión de Escritores y Artistas de Cuba
Union internationale pour l'étude scientifique de la population
United Nations Watch
United Network of Young Peacebuilders
Viva Rio
Wildlife Conservation Society
Women Organization for Development and Capacity-Building
Women Power Connect
Women's Right to Education Programme
Women's Welfare Centre

e) De clore sans préjudice l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 29 organisations non gouvernementales ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions qui leur avaient été posées pendant deux sessions consécutives :

Action on Armed Violence
AFD International Belgium
APMM Company
Apne Aap Women's Collective
Asia Journalist Association
Computer and Communications Industry Association
Fondation Alisos
Fondation Azad
Genre en action
HAQ: Centre for Child Rights
Institut international de l'Ombudsman
Internationale Vrije Vrouwen Stichting
Islamic Medical Association of North America
Kasheer Foundation
Kokkyo naki Kodomotachi
Middle East Children's Institute
Nobel Women's Initiative
North Korea Intellectuals Solidarity
Palpung Munishasan Dharmachakra Sangh
Peer Consultants
People for Equality and Relief in Lanka
Perpetual Succour for Women and Children Initiative
Rehabilitators
Scandinavian Institute for Human Rights Norway
Scientific Committee on Solar-Terrestrial Physics
Senos Ayuda
Skillshare International (India) Trust
United Hatzalah
Women's Information Center

f) De prendre acte du retrait par l'organisation non gouvernementale suivante de sa demande d'admission au statut consultatif :

Hizmet Relief

Projet de décision II**Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales**

Le Conseil économique et social prend acte des demandes des deux organisations non gouvernementales suivantes, qui souhaitent ne plus être dotées du statut consultatif :

Foundation for International Environmental Law and Development

International Holistic Tourism Education Centre

Projet de décision III**Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2015**

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2015.

II. Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

2. De sa 1^{re} à sa 14^e séance, du 26 janvier au 4 février et le 6 février 2015, le Comité a examiné les points 3 a) et 3 b) de son ordre du jour, respectivement intitulés « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures » et « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ». Il était saisi des documents suivants :

a) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2015/R.2 et E/C.2/2015/R.2/Add.1 à 17);

b) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de reclassement à examiner par le Comité (E/C.2/2015/R.3);

c) Liste des demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions tenues entre 2008 et 2014 (E/C.2/2015/CRP.1)²;

d) Liste des rapports quadriennaux d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions tenues entre 1998 et 2012 (E/C.2/2015/CRP.2)²;

e) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de reclassement dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2015/CRP.3)²;

f) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2015/CRP.4)²;

² Les documents de séance peuvent être consultés dans les archives du Secrétariat.

g) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2015/CRP.5)²;

h) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de deux organisations non gouvernementales qui souhaitent ne plus être dotées du statut consultatif en raison de leur dissolution (E/C.2/2015/CRP.7)².

**A. Demandes d'admission au statut consultatif
ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter
l'examen lors de sessions antérieures**

3. De sa 5^e à sa 9^e séance et de sa 12^e à sa 14^e séance, du 29 janvier au 2 février et les 4 et 6 février, le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ». Il a examiné 153 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes faisant l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif à 26 organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

African Rights Initiative International
AGE Platform Europe
Boy With a Ball Ministries
Center for Religion and Diplomacy
Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos
Equal Rights Trust
European Health Psychology Society
Fondation Tronie
Freedom from Hunger
Fundación Centro Latinoamericano de Derechos Humanos
Global Network for Rights and Development
Good Helpers
Institute of Development Studies
International Coalition to Ban Uranium Weapons
Islamic Research and Information Artistic and Cultural Institute
Kiyana Karaj Group;
Korea Green Foundation;

Korean Bar Association;
 Mouvement international des faucons – Internationale de l'éducation socialiste
 National Organization for Marriage Education Fund
 National Shooting Sports Foundation
 Skyian Welfare Organization
 Sonke Gender Justice Network
 Trennungsväter
 World Association for al-Azhar Graduates
 Zimbabwe Women Resources Centre and Network

Demandes dont l'examen est reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 97 organisations non gouvernementales ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2015 :

Access Now;
 Active Help Organization;
 Advocates for International Development;
 Africa Unite;
 Afrikaanse Forum vir Burgerregte;
 Akshaya Patra Foundation;
 Al-Dameer Association for Supporting Prisoners and Human Rights;
 All-Ukrainian Association of Civil Organizations « Union of Armenians of Ukraine »;
 Al-Marsad – The Arab Centre for Human Rights in the Golan Heights;
 Ambedkar Center for Justice and Peace;
 Asia Center for Human Rights;
 Association for Trauma Outreach and Prevention;
 Assyrian Aid Society of America;
 Assyrian National Congress;
 Avocats sans frontières (France);
 Bahrain Young Ladies Association;
 Bureau international pour le respect des droits de l'homme au Sahara occidental;
 Business and Professional Women Voluntary Organization – Sudan;
 Center for Constitutional Rights;
 Center for Media and Peace Initiative;

Centre catholique international de Genève;
Centre Zagros pour les droits de l'homme;
Child Rights Information Network;
Christian Solidarity Worldwide;
Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie;
Comité pour la protection des journalistes;
Congrès national des Arméniens occidentaux;
Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience;
Dalit Foundation – Ahmedabad;
Droits de l'homme sans frontières;
Earth Charter Associates;
ECCO2 Corp;
Equipo Latinoamericano de Justicia y Género;
F W de Klerk Foundation Trust;
Fondation Simons;
Fondation Tripura;
Freedom Now;
Geneva Institute for Human Rights;
Global Institute for Water, Environment and Health;
Hokok Coalición Internacional contra la Impunidad;
India Media Centre;
Institut de Drets Humans de Catalunya;
Institute for Human Rights and Business;
International Association of Genocide Scholars;
International Dalit Solidarity Network;
International Green Economy Association;
International Human Rights Commission Relief Fund Trust;
Iran Human Rights Documentation Center;
Islamic African Relief Agency;
James Madison University;
Jewish Renaissance Foundation;
Kuki Organization for Human Rights Trust;
Lawfare Project;
Leadership Foundation;

Legal Resources Centre;
Let's Breakthrough;
Medsin-UK;
Mittetulundusühing Fenno-Ugria Asutus;
Mother Helpage (UK);
Muslim Aid;
Muslim Hands;
National Center for Civil and Human Rights;
National Development Youth Club Jaran Wali Gali Poonch;
National Secular Society;
National Women's Welfare Society Darwha, Yavatmal District;
New Era Educational and Charitable Support Initiative;
New World Hope Organization;
Nigerian Diaspora Youths Movement for Peace and Development International Organization;
Palestinian Return Centre;
Parents and Friends of Ex-Gays and Gays;
Peace and Hope International;
Population Matters;
Profesionales por la Ética;
Red de Seguridad y Defensa de América Latina Asociación Civil;
Réseau international de solidarité « Femmes sous lois musulmanes »;
Rural Development Institute;
Segretariato Permanente dei Premi Nobel per la Pace;
Shah Maqeen Trust;
Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Association;
Sikh Human Rights Group;
Stichting Global Human Rights Defence;
Stichting Samenwerkingsverband IKV – Pax Christi;
Stichting Soham Baba Mission;
Stichting War Child;
Survivor's Network of those Abused by Priests;
Swadhikar;
Treatment and Rehabilitation Center for Victims of Torture;

United Sikhs;
Virtual Activism;
Warbe Development Foundation;
West Africa Centre for Peace Foundation;
Women's Freedom Forum;
Young Women's Christian Association of the United States of America;
Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights;
Youth Foundation of Bangladesh;
Youth of European Nationalities;
Zaka Rescue and Recovery

Congrès national des Arméniens occidentaux

6. À sa 7^e séance, le 30 janvier, le Comité a examiné la demande du Congrès national des Arméniens occidentaux.

7. À la même séance, le représentant de l'Azerbaïdjan a posé des questions sur les activités de l'organisation. Le représentant de l'Arménie, participant aux travaux en qualité d'observateur, a ensuite fait une déclaration dans laquelle il a souligné l'importante contribution des organisations non gouvernementales aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et l'importance de leur coopération avec elle, et regretté que deux membres du Comité continuent d'appliquer une stratégie sélective et discriminatoire en examinant les demandes présentées par des groupes de la société civile et ne cessent de poser des questions aux organisations de la diaspora arménienne. Le représentant de l'Arménie a à nouveau demandé que la demande de l'organisation soit examinée dans un esprit constructif et en toute impartialité.

8. Le représentant de l'Azerbaïdjan a déclaré que c'était la première fois que sa délégation avait posé une question à l'organisation et souligné que les membres du Comité exerçaient leurs fonctions en toute impartialité. Il a demandé instamment aux États observateurs de respecter les règles régissant leur participation aux travaux du Comité. Le représentant de la Turquie a insisté sur le fait que son pays appuyait sans réserve la participation active des organisations non gouvernementales aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et que la Turquie avait toujours adopté une attitude constructive et impartiale pour évaluer les demandes d'admission au statut consultatif présentées par les organisations non gouvernementales. Il a ajouté que la Turquie fondait l'examen de ces demandes sur les seuls critères énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil, indépendamment du nom et de l'origine des organisations en question. Le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande.

Freedom Now

9. À sa 8^e séance, le 2 février, le Comité a examiné la demande de l'organisation non gouvernementale Freedom Now et lui a posé des questions. À la même séance, le Comité a décidé de réserver sa décision jusqu'au 6 février.

10. À sa 14^e séance, le 6 février, le Comité a examiné pour la deuxième fois la demande de l'organisation non gouvernementale Freedom Now.

11. Le représentant de l'Azerbaïdjan s'est dit préoccupé par la demande de cette organisation, dont le site Web présentait des informations inexactes concernant la détention de supposés militants des droits de l'homme en Azerbaïdjan. Il a ajouté que les personnes nommées sur le site avaient été arrêtées pour avoir commis des infractions au regard de la législation de son pays. Il a demandé instamment à l'organisation de respecter le système juridique de chaque État souverain sans contester sa validité et, partant, l'a priée de corriger toutes les informations erronées qui figuraient sur son site Web. Le représentant du Soudan a apporté son soutien au représentant de l'Azerbaïdjan et demandé à l'organisation de donner suite à la demande de l'Azerbaïdjan. La représentante des États-Unis d'Amérique a souligné que la demande d'admission au statut consultatif de l'organisation était en instance devant le Comité depuis cinq ans et que l'organisation avait répondu à plus de 40 questions, accomplissait des activités d'une grande utilité dans le domaine des droits de l'homme et méritait d'obtenir le statut consultatif auprès du Conseil. La représentante des États-Unis d'Amérique a demandé à tous les membres du Comité de poser leurs questions additionnelles à la présente session afin que le Comité puisse se prononcer sur cette organisation à la reprise de sa session. Le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande.

Global Network for Rights and Development

12. À sa 8^e séance, le 2 février, le Comité a examiné la demande de l'organisation non gouvernementale Global Network for Rights and Development. À la même séance, le représentant du Soudan a rappelé que cette demande était à l'examen depuis 2011 et souligné l'excellent travail qu'accomplissait l'organisation, ajoutant qu'elle était enregistrée en Norvège, en Suisse et en Belgique et qu'elle coopérait pleinement avec les autorités locales. Il a souligné qu'elle recevait l'appui de l'Union africaine et méritait que le Comité recommande au Conseil de lui accorder le statut consultatif. Les représentants de la Chine, de Cuba, de la Fédération de Russie, de la Mauritanie et de la République islamique d'Iran ont affirmé leur soutien au représentant du Soudan. Le comité a posé des questions à l'organisation non gouvernementale et décidé de réserver sa décision jusqu'au 6 février.

13. À sa 14^e séance, le 6 février, le Comité a examiné pour la deuxième fois la demande de l'organisation non gouvernementale Global Network for Rights and Development.

14. À la même séance, le représentant du Soudan a demandé que le Comité recommande l'octroi du statut consultatif à cette organisation, conformément à l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil. La représentante de la Grèce a fait remarquer que certains membres du Comité avaient émis des réserves et posé des questions au sujet des activités de l'organisation et que le Comité devait s'efforcer de parvenir à un consensus. La représentante des États-Unis d'Amérique a déclaré qu'en se hâtant de passer au vote, le Comité dérogerait à la pratiques établie. Elle a ajouté que l'organisation diffusait sur son site Web de fausses informations sur la participation des États-Unis d'Amérique à l'une de ses manifestations, ce qui n'avait été porté à l'attention du Comité que le jour même. Elle a insisté sur le fait que sa délégation avait demandé un délai de façon à laisser le temps à l'organisation

de répondre à toutes les questions que lui avait posées le Comité. Le représentant du Soudan n'a pas retiré sa demande et le Président a procédé au vote.

15. Le Comité a recommandé l'octroi du statut consultatif à l'organisation non gouvernementale en question à l'issue d'un vote par appel nominal, par 15 voix contre 2, avec 2 abstentions. Les 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, Israël.

Se sont abstenus :

Grèce, Turquie.

Demandes classées sans préjudice du droit de les renouveler

16. À sa 14^e séance, le 6 février, le Comité a décidé de clore l'examen des demandes de 29 organisations non gouvernementales n'ayant pas répondu aux questions qu'il leur avait posées malgré les trois rappels envoyés, sans préjudice du droit de renouveler leur demande [voir chap. I, projet de décision I e)].

17. À sa 8^e séance, le 2 février, le Comité a pris note du retrait par l'organisation non gouvernementale ci-après de sa demande d'admission au statut consultatif, dont l'examen avait été reporté [voir chap. I, projet de décision I f)].

Hizmet Relief

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement

18. De sa 1^{re} à sa 4^e séance et à ses 10^e et 11^e séances, du 26 au 29 janvier et le 3 février 2015, le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ». Au total, il a examiné 177 nouvelles demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes faisant l'objet d'une recommandation favorable

19. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 98 organisations ci-après, sur les 177 qui avaient présenté des nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

African-British Returnees International

« Dialogue of Cultures – United World » International Public Charity Fund

Africa 21
African Relief in Action
Aid for Trade Logistics
Alliance for Nuclear Accountability
Arab Forum for Environment and Development
Asociación de Técnicos Superiores y Peritos Judiciales de Andalucía
Asociación para la Promoción de la Libertad y el Desarrollo Sostenible
Assemblée mondiale de la jeunesse
Association « Paix » pour la lutte contre la contrainte et l'injustice
Association pour l'éducation, la santé et la promotion des femmes et des enfants au Cameroun
Association pour la défense des droits de développement durable et du bien-être familial
Beirut Institute
Campaign for Human Rights and Development Sierra Leone
Canadian Pugwash Group
Canterbury Business Association
Centre d'encadrement et de développement des anciens combattants
Centre européen de recherche et de prospective politique
Centre for Community Regeneration and Development
China Society of Administrative Reform
Citizens United to Promote Peace and Democracy in Liberia
Count of Monte Alea Foundation
Dacia Revival International Society
Deaf Aid
Development Action for Women Network
Dóchas: The Irish Association of Non-Governmental Development Organisations
Ethiopian Social Assistance Committee
Europäischer Interessenverband Handel-Gewerbe-Industrie
Fondation Al-Fidaa
Fondation Crisálida
Fondation Luz María
Fondation Roshd
Fondation Zamani

Fonds Tara

Foreign Mission Board of the National Baptist Convention of the United States of America

Founders Development Organization Badin

Friendship Ambassadors Foundation

Ganja Agribusiness Association

Global Forum on Human Settlements

Global New Car Assessment Programme

Groupe d'action pour la promotion socioculturelle et l'alphabétisation : nouvelle énergie

Groupement romand d'études des addictions

Hazrat Javad-al-Aemeh Cultural Charity Institute

Health and Humanitarian Aid Foundation

Help4help

Horn of Africa Voluntary Youth Committee

Institut Viridis

International Brain Education Association Foundation

International Development Information Organization-DevNet

International Geothermal Association

International Higher Education Teaching and Learning Association

International Islamic Youth League

International Thai Foundation

International Volunteer Organization for Women, Education and Development

Islamic Chamber Research and Information Center

Kawish Resource Center

Kids Included Together

Korean Association for Supporting the Sustainable Development Goals

League of Persons with Disabilities

Ligue marocaine de la citoyenneté et des droits de l'homme

Mayama

Metro Toronto Chinese and Southeast Asian Legal Clinic

Mongolian Family Welfare Association

Mouvement national des jeunes patriotes du Mali

NABU – Knowledge Transfer Beyond Boundaries

New Progressive Alliance
Nigerian Network of Women Exporters of Services
Non-profit Non-Governmental Expert Society on Space Threat Defense
Northern Citizen Community Board
Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie
Organization for Research and Community Development
Peivande Gole Narges Organization
Peramangk Heritage Association
Rare
Réseau des plateformes d'organisations non gouvernementales d'Afrique de l'Ouest et du Centre
Reyhaneh Nabi Art and Cultural Center
Sahkar Social Welfare Association
Sam Kader Memorial Fund
Samdong International Association
Samoa Umbrella for Non-Governmental Organization
Schools without Borders
Shia Rights Watch
Sindh Community Foundation
Society for Recovery Support
Society of Collective Interests Orientation
Solidarité Suisse-Guinée
Support Humanity Organization
United Deeds (Actions concertées)
Universidad Interamericana de Puerto Rico
Users and Survivors of Psychiatry in Kenya
Villages unis (United Villages)
Visión para el Desarrollo
Washington and Lee University
Well-Being Foundation
Women Support Center
Women's Empowerment Group
World Togolese Foundation

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

20. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 79 organisations non gouvernementales ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2015 :

Akhil Bharatiya Sanskrutik Sangh
Ark Jammers Connection
Arseh Sevom
Azerbaijani American Cultural Association
Bangladesh Support Group
Beautiful Eves of Africa Organisation
Central Council of the Tlingit and Haida Indian Tribes
Child Foundation
Corporation Global Together
Dansk Flygtningehjælp
Democracywatch
Development Generation Africa International
Disease Management Association of India
Ecumenical Alliance for Human Rights and Development
Egyptian Judges' Club
Engineers Without Borders USA
Environmental Degradation Organization of Nigeria
Ethnic Community Development Organization
Eurasia Reiyukai
European Muslims League
Federal Lezghin National and Cultural Autonomy
Feed The Children
Fondation Pukar
Gandhi Worldwide Education Institute
Global Academy Institute of Technology Foundation
Global Community Health Foundation
Healthy Start Initiative
Heavenly Shower of Peace Church of God
Human Aid UK
Human Rights Sanrakshan Sansthaa

IDEAS Centre
India Water Foundation
Initiative des droits et ressources
Insan Dost Association
Institut Igarapé
International Association for Hospice and Palliative Care
International Association of Independent Journalists
International Center for Work and Family
International Civil Society Support
International Police Commission Philippine Command Association
International-Lawyers.Org
Kaushalya Gramodyog Sansthan
Korea Human Rights Foundation
Kottayam Social Service Society
Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law
Liberia Youth Initiative for Peace and Sustainable Development
Light House
Maat Foundation for Peace, Development and Human Rights
Managing Committee of Kalinga Institute of Social Sciences
Martina Centre for Sustainable Development
Muzaffarabad Poverty Alleviation Programme
National Alliance of Women
NGOs Computer Literacy Shelter Welfare, Rawalpindi cantonment
Participatory Development Action Program
Peace and Life Enhancement Initiative International
Peace Islands Institute
Publication and Coordination Centre of Islamic Ideology and Sufism International
Queensland Association of Independent Legal Services
Rajasthan Samgrah Kalyan Sansthan
Raleigh-Ghana
S.R. Institute of Development
Samarthanam Trust for the Disabled
Sambhali Trust

Servicios Ecuménicos para Reconciliación y Reconstrucción
Shack Dwellers International (South Africa)
Shivi Development Society
Sukalyan Welfare Society
Support to Deprived Peoples
Sustainable Environment Development Initiative
Takal Welfare Organization
Trakya Kalkinma Dernegi
USC Canada
Vier Pfoten International
WEConnect International
Women for Women, a Research and Study Group
World Academy of Art and Science
World Alliance of Peoples' Organisations
World Taoist Association
WorldTeach

Demandes de reclassement

21. À ses 4^e et 9^e séances, les 29 janvier et 2 février, le Comité a examiné cinq demandes de reclassement du statut consultatif, dont trois nouvelles, qui figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2015/R.3, et deux dont l'examen avait été reporté, qui figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2015/CRP.3². Il a décidé de recommander le reclassement de deux de ces organisations, qu'il a fait passer du statut consultatif spécial au statut consultatif général [voir chap. I, projet de décision I, al. b)].

22. À ses 4^e et 9^e séances, les 29 janvier et 2 février, le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande de reclassement des trois organisations ci-après, en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur a posées :

United States Federation for Middle East Peace
Widows for Peace through Democracy
World Council for Curriculum and Instruction

Demandes de changement de nom

23. À sa 10^e séance, le 3 février, le Comité a examiné huit nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, ces demandes figurant dans le document publié sous la cote E/C.2/2015/CRP.4². Il a décidé de prendre note du changement de nom de quatre des organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et de reporter l'examen de la demande de changement de nom des quatre organisations ci-après, en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur a posées :

Doha International Institute for Family Studies and Development
 InnerCity Mission of Christ Embassy
 Organisation chrétienne internationale des médias
 Syriac Universal Alliance

24. À la même séance, le Comité a examiné deux autres demandes de changement de nom présentées par des organisations dotées du statut consultatif, dont l'examen avait été reporté (voir E/C.2/2015/CRP.5)². Il a décidé de prendre note du changement de nom de l'une d'elles [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et de reporter l'examen de la demande de changement de nom de l'organisation ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il lui a posées :

Suzanne Mubarak Women's International Peace Movement

Demandes d'organisations qui souhaitent ne plus être dotées du statut consultatif

25. À sa 10^e séance, le 3 février, le Comité a pris note des demandes présentées par deux organisations non gouvernementales qui souhaitent ne plus être dotées du statut consultatif en raison de leur dissolution (voir chap. I, projet de décision II).

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté lors de la reprise de la session du Comité

26. À sa 9^e séance, le 2 février, le Comité était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général transmettant un récapitulatif des 35 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur leurs activités pour la période de 1998 à 2012, dont l'examen avait été reporté lors de sessions précédentes (voir E/C.2/2015/CRP.2)².

27. Le Comité a décidé de reporter à la reprise de sa session la poursuite de l'examen des 35 rapports quadriennaux présentés par les 27 organisations suivantes :

Amnesty International (2008-2011)
 Armenian Assembly of America (2007-2010)
 Asociatia Pro Democratia (2007-2010)
 Católicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)
 Centrist Democratic International (1998-2001, 2002-2005, 2006-2009)
 EarthRights International (2008-2011)

Fédération internationale des journalistes (2005-2008, 2009-2012)
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)
Freedom House (2007-2010)
Global Environmental Action (2009-2012)
Human Rights First (2007-2010)
Human Rights Watch (2009-2012)
Institut international de la presse (2001-2004, 2005-2008)
International Development Enterprises (India) (2009-2012)
International PEN (2006-2009)
International Shinto Foundation (2009-2012)
National Council of Women of Thailand (2000-2003)
Reporters sans frontières international (2005-2008, 2009-2012)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
SimplyHelp (2009-2012)
Society for Threatened Peoples (2001-2004, 2005-2008, 2009-2012)
Suzanne Mubarak Women's International Peace Movement (2007-2010)
Syriac Universal Alliance (2007-2010)
Ukrainian World Congress (2003-2006, 2007-2010)
Union internationale de la jeunesse socialiste (2005-2008)
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
Women for Women's Human Rights: New Ways (2009-2012)

**B. Examen des rapports quadriennaux présentés
par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil**

28. À sa 9^e séance, le 2 février, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ». Il était saisi de notes du Secrétaire général transmettant 175 nouveaux rapports quadriennaux (E/C.2/2015/2 et E/C.2/2015/2/Add.1 à 12). Il a pris acte de 172 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. d)] et décidé de reporter l'examen des rapports des trois organisations suivantes :

Institut international de la presse (2009-2012)
International Society for Augmentative and Alternative Communication (2010-2013)
Kimse Yok Mu (2010-2013)

29. À la 11^e séance du Comité, le 3 février, le représentant de Cuba a fait une déclaration dans laquelle il a émis des réserves quant aux rapports quadriennaux présentés par trois organisations non gouvernementales, à savoir Ingénieurs du monde, Il Cenacolo et United Nations Watch. Ces réserves portaient sur certaines activités que ces organisations avaient menées pour des raisons politiques pendant la période considérée et qui étaient contraires à l'esprit et aux dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil. Le représentant de Cuba a ajouté que, dans un avenir proche, les activités de ces organisations feraient l'objet d'un examen minutieux visant à vérifier qu'elles étaient pleinement conformes aux dispositions de ladite résolution. Les représentants de la Chine, du Nicaragua et du Soudan ont souscrit à la déclaration faite par le représentant de Cuba. La représentante des États-Unis d'Amérique a déclaré que les organisations non gouvernementales devaient être libres de poursuivre leur action fort utile auprès de l'Organisation des Nations Unies et que sa délégation ne souscrivait pas aux efforts déployés pour les en empêcher. La représentante d'Israël a appuyé la déclaration de la représentante des États-Unis d'Amérique.

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

30. À sa 1^{re} séance, le 26 janvier, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat », le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, s'agissant notamment du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et entendu des rapports oraux présentés par des membres du Secrétariat.

31. Le Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination du Département des affaires économiques et sociales a demandé un examen des applications utilisées par le Comité dans ses travaux. Il était nécessaire de moderniser le système de dématérialisation de la documentation des comités (système de gestion des archives et de consultation des documents mis en place en 2008 pour aider le Comité dans ses travaux) de façon à optimiser son fonctionnement, ajouter de nouvelles fonctionnalités et exploiter les technologies les plus modernes. Le Bureau avait élaboré une proposition de projet pour examen par les États Membres intéressés.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant notamment du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

Recommandations visant à améliorer les méthodes de travail du Comité

32. Les délégations ont demandé un délai supplémentaire pour réfléchir aux éléments qui pourraient contribuer à améliorer les méthodes de travail du Comité. Des consultations se tiendraient à cette fin ultérieurement.

Questions connexes diverses

33. À la 12^e séance du Comité, le 4 février, le représentant de la Chine, à la suite de consultations avec certains membres du Comité, a proposé, concernant la couverture des séances du Comité par le Département de l'information, que le chapeau des communiqués de presse portant sur les demandes d'admission, dont l'examen est reporté, se lise comme suit :

« Le Comité a reporté l'examen des demandes des xx (nombre) organisations suivantes et demandé à celles-ci de lui communiquer de plus amples informations en réponse à ses questions. »

34. Le Comité a souscrit à la proposition présentée par le représentant de la Chine.

VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

35. Il n'y a pas eu de rapports spéciaux proposés à l'examen du Comité à la session.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

36. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2015 du 26 janvier au 4 février et les 6 et 13 février. Il a tenu 15 séances.

37. La session a été ouverte par la Présidente de la session de 2014 du Comité, Gizem Sucuoğlu (Turquie), qui a rempli, à titre provisoire, les fonctions de président.

38. À la 1^{re} séance, le 26 janvier, le Président du Comité, Jorge Dotta (Uruguay), a fait une déclaration. Le Directeur du Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination a fait une déclaration liminaire.

B. Participation

39. Les 19 membres du Comité ont tous participé à la session. Des observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des observateurs d'États non membres, des représentants d'organismes des Nations Unies et des observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également participé. La liste des participants sera publiée sous la cote E/C.2/2015/INF/1.

40. À sa session ordinaire de 2015, le Comité a entendu 18 représentants d'organisations non gouvernementales qui ont pu répondre à ses questions. Le complément d'information fourni par les représentants a facilité le débat et les travaux et aidé le Comité à prendre ses décisions.

C. Élection du Bureau

41. À sa 1^{re} séance, le 26 janvier, le Comité a élu Jorge Dotta (Uruguay) à sa présidence.

42. À la même séance, le Comité a élu Farid Jabrayilov (Azerbaïdjan) et Forouzandeh Vadiati (République islamique d'Iran) Vice-Présidents. À sa 8^e séance, le 2 février, le Comité a élu Gizem Sucuoğlu (Turquie) Vice-Présidente.

43. À la 10^e séance, le 3 février, il a été décidé que le Vice-Président Farid Jabrayilov (Azerbaïdjan) assurerait également la fonction de Rapporteur du Comité.

D. Ordre du jour

44. À sa 1^{re} séance, le 26 janvier 2015, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2015 publié sous la cote E/C.2/2015/1. Cet ordre du jour est le suivant :

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :

- a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
- 5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
 - 6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, s'agissant notamment du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail officieux;
 - c) Questions connexes diverses.
 - 7. Examen des rapports spéciaux.
 - 8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
 - 9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2016 du Comité.
 - 10. Adoption du rapport du Comité.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2015

45. À sa 14^e séance, le 6 février, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres du Comité, selon qu'il conviendrait, en vue de le présenter au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne les suites qu'il jugerait utiles.

46. À sa 15^e séance, le 13 février, le Comité a adopté le présent rapport.